



LA FEDERATION COMMUNIQUE

BIOCARBURANTS : RESPECTER NOTRE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Poussés par des cours du pétrole prohibitifs et les engagements pris à Kyoto pour réduire l'effet de serre, Union européenne et gouvernement français rivalisent de déclarations pour favoriser la production des énergies renouvelables, notamment les biocarburants. Si les salariés attachent de l'importance au problème du réchauffement de la planète, leur préoccupation première est l'augmentation considérable du prix de l'essence et du fuel domestique qui grève leur budget rogné par une pression constante sur les salaires et leur pouvoir d'achat. D'autre part, que les pays producteurs de pétrole tentent de récupérer une partie de cette manne pillée par les majors du pétrole qui engrangent des profits phénoménaux depuis la hausse du prix du baril n'est pas pour étonner, et on ne peut que soutenir cette démarche si elle sert les intérêts de leurs populations.

Emboîtant le pas du gouvernement américain qui, devant les problèmes du prix d'un pétrole élevé, pousse à la production de biocarburants, l'Union européenne et la France engagent des programmes de développement visant l'objectif de l'incorporation de carburants fabriqués à partir de produits agricoles à hauteur de 5,75 % d'ici à 2010 et 8 % à l'horizon 2015. Les enjeux méritent une stratégie cohérente englobant les dimensions agricole, industrielle, énergétique et environnementale. Si cette stratégie peut répondre à des préoccupations immédiates d'un certain nombre d'agriculteurs, elle pose des questions de fond quant à l'avenir de l'agriculture en France et de l'indépendance alimentaire du pays.

Cette stratégie pose au moins trois types de problèmes. Même avec un baril à 70 dollars, comme c'est le cas aujourd'hui, les biocarburants ne sont pas concurrentiels et nécessitent d'être subventionnés par les pouvoirs publics, notamment par des exonérations fiscales. Pendant combien de temps cette détaxation va-t-elle durer face aux pressions des firmes pétrolières ?

D'autre part, le phénomène de diminution des terres agricoles au profit de l'urbanisation (60 000 hectares par an quittent la production agricole) va entraîner un processus de substitution des terres entre cultures pour l'alimentation et cultures industrielles pour l'énergie, perspective déjà ouvertement proposées pour calmer les agriculteurs confrontés à la réforme de la PAC et à la logique de l'OMC de l'ouverture des marchés risquant de réduire leurs débouchés traditionnels. Certaines organisations professionnelles, au départ enthousiastes devant de nouveaux marchés, expriment des doutes, tel Mr Jaquet, président de l'Organisation des producteurs de blé : « Le comble serait que l'on utilise pour produire du carburant tout le colza dont on fait aujourd'hui les huiles alimentaires riches en oméga 3 réputées bonne pour la santé ! Ce qui aggraverait le déficit de l'Europe en protéines végétales. » Déficit, par ailleurs, conséquence des accords signés entre l'Union européenne et les Etats-Unis et qui profitent uniquement à ces derniers.

L'intérêt environnemental des énergies renouvelables ne peut être sous-estimé, mais, au niveau international, elles doivent être promues dans le cadre d'un nouvel ordre économique international qui permettrait des coopérations mutuellement avantageuses entre tous les pays du monde et donnerait la possibilité aux pays les moins avancés de se développer. En effet, l'attrait et les pressions des institutions

internationales (Banque mondiale et FMI) pour leur imposer une agriculture industrielle risquent d'entraîner une concurrence entre les terres pour leur utilisation alimentaire ou non alimentaire, exacerbant le fléau de la faim et multipliant le nombre de personnes souffrant de malnutrition.

L'avenir de l'agriculture et le type de développement agricole en France sont posés. La FNAF-CGT est très attachée à la priorité absolue de la souveraineté alimentaire nationale, fonction première de l'agriculture. C'est une des questions essentielles pour l'avenir de l'humanité. L'utilisation non alimentaire des produits agricoles, et notamment les biocarburants, exige de définir une politique globale de développement durable de notre agriculture pour conforter les capacités productives agricoles de la France, renforcer son indépendance et son rôle dans la conquête de la souveraineté alimentaire de chaque pays ou groupe de pays. Cela nécessite de redimensionner les nécessaires coopérations internationales mutuellement avantageuses pour éradiquer le scandale de la faim dans le monde et l'utilisation de l'arme alimentaire par les Etats-Unis.

Montreuil,
Le 20 juin 2006